



Leur ordre social, nous n'en voulons pas

Leur police qui tue et qui mutile...

Tous les politiciens, du RN au PS et PCF, en passant par LR et la majorité serrent les rangs autour de la police. « L'ordre républicain doit être restauré ! » a déclaré Gérard Larcher. « Je me sens aussi solidaire et en soutien des forces de l'ordre, des polices municipales, nationales, de la gendarmerie » a-t-il ajouté.

Les familles de victimes des violences policières apprécieront ! Après la mort de Nahel le 27 juin dernier, la liste s'est encore allongée. À Marseille, Mohamed B. tué par un tir de flash-ball alors qu'il roulait à scooter. À Mont-Saint Martin, en Meurthe-et-Moselle, Aimène Bahouh, dans le coma depuis le 29 juin, touché par un tir de « bean bag », un sachet rempli de billes de plomb, alors qu'il roulait en voiture.

Et cela sans parler d'Alhoussein Camara, jeune livreur guinéen de 19 ans, tué d'une balle en pleine poitrine par un policier, alors qu'il se rendait à son travail. Il aura fallu attendre la mort de Nahel, deux semaines plus tard, et la révolte qu'elle a entraînée, pour que le policier qui l'a tué soit mis en examen.

Leur justice anti-pauvres

La justice est plus pressée pour certains ! Depuis le début des émeutes, une justice expéditive et punitive vise à terroriser tous ceux qui voudraient se révolter. Plus de 1 300 interpellations ont eu lieu. Les interpellés sont très jeunes, la majorité entre 13 et 18 ans, et subissent des peines très lourdes pour des délits mineurs. Six mois, dix mois, un an de prison ferme, voire plus, pour des jeunes majoritairement sans casier.

Borne déclarait que les émeutiers devraient « manifester pacifiquement ». Mais lorsque des organisations politiques, des syndicats et des associations organisent des manifestations, les autorités les interdisent aussitôt. Samedi dernier, la marche en mémoire d'Adama Traoré, tué par les gendarmes en 2016, a été interdite, même si plusieurs milliers de personnes ont bravé l'interdiction. Derrière cette hypocrisie, il y a l'angoisse que la contestation se généralise, se renforce et se politise davantage.

Leur morale hypocrite

Pour cela il leur faut mystifier, diviser, effrayer. Dans les médias, c'est un festival de racisme et de déclarations réactionnaires. Ciotti et Zemmour ont appelé à « suspendre les allocations familiales » aux parents de jeunes condamnés pendant les émeutes. Philippe Brun, député socialiste, a appelé à créer « une école de parents ». Une proposition qui reprend la préoccupation d'Emmanuel Macron de « durcir l'Éducation nationale ».

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :
NouveauPartiAnticapitaliste.fr

Ces politiciens font la leçon, mais quand la plupart d'entre eux parlent « d'éducation », il faut voir leurs propres enfants : ceux de Zemmour, Dupond-Moretti, Morano et d'autres encore, inculpés pour des délits petits et grands, comme la conduite en état d'ivresse et délit de fuite... Mais ces gosses de riches ne sont que rarement condamnés.



Leur ordre capitaliste

L'éducation ? Depuis des années, les écoles dans les quartiers tombent en ruine. Les enseignants malades ne sont pas remplacés, faute de personnel. Pareil pour les agents d'entretien, en sous-effectif chronique. À la SNCF et à la RATP, les conditions de travail sont tellement dégradées que ces entreprises n'arrivent plus à recruter, d'où des suppressions de bus, de trams, de trains. Voilà ce qui dégrade quotidiennement la vie des travailleurs et travailleuses qui

vivent dans les quartiers populaires !

Ils veulent le retour à « l'ordre » mais qu'est-ce que leur ordre, si ce n'est le permis de tuer pour leurs flics, la destruction des services publics, l'inflation et plus largement les inégalités, l'exploitation des travailleurs, l'oppression ? Leur ordre social, c'est de se tuer au boulot pour enrichir leurs actionnaires.

Non, nous ne voulons pas d'un retour à « l'ordre ». Nous voulons lutter contre, avec la même détermination que tous les jeunes qui se sont révoltés ces dernières semaines. Cet ordre ne sera remis en cause que lorsque les travailleurs offriront une perspective à tous les exploités, dans le cadre d'une lutte consciente contre la société capitaliste.

Des grévistes déterminé-e-s au CASI

Cela fait maintenant une semaine que les salarié-e-s du CASI de PRG sont en grève. La principale revendication reste des augmentations de salaire, une urgence pour ces salarié-e-s parfois payé-e-s au SMIC. Une pétition circule, ainsi qu'une caisse de grève, et bien des cheminots les soutiennent et sont solidaires de leur mouvement. Une bonne occasion de s'y mettre tous ensemble, pour nos salaires.

Le travail tue

Le 16 juin dernier, Amara Dioumassy, ouvrier de 51 ans, est mort sur le chantier du bassin d'Austerlitz, écrasé par une camionnette. Les premiers résultats de l'enquête, révélés par mediapart, sont accablants pour les trois sociétés qui interviennent sur le bassin en vue des JO et pour la mairie de Paris, le donneur d'ordre.

La camionnette n'avait pas de bip de recul, il n'y avait pas d'homme trafic pour guider les manœuvres, et pas non plus de marquage au sol ni de signalisation.

Avec 167 morts au travail recensés sur les 6 premiers mois de l'année, la France est un des pays les plus dangereux pour les salariés. Nos luttes collectives pour les mesures de sécurité, les embauches et les moyens matériels pourraient les limiter.

Mais c'est seulement en arrachant les moyens de production des mains des capitalistes et en les mettant sous le contrôle collectif de toute la société, en premier lieu des travailleurs concernés, que nous pourrons y mettre un terme.

LE BON IT, mauvaise idée

La direction nous a pondu une nouvelle application pour préparer les travaux de nuit. Vu que l'ancien système fonctionnait très bien, il fallait le changer en urgence. Rien n'est à jour sur cette appli... Combien a touché le cadre supérieur qui prétend innover avec un truc pareil ?

Baie vitrée du PRS, épisode 13, saison 2

Après une tentative infructueuse d'organiser le changement de la baie vitrée de nuit un week-end (alors que l'entreprise qui devait le faire ne travaille qu'en semaine), les travaux ont finalement pu avoir lieu. En partie en tout cas, car il manque une partie des vitres, apparemment perdues... Des champions !

La course aux JO

À un an des JO, la pression se fait de plus en plus sentir, en particulier aux Études. Des dizaines de chantiers de régénération sont reportés pour réaffecter le personnel sur le projet de prolongement d'EOLE à l'Ouest, dont la mise en service partielle est prévue en avril 2024.

Ça se presse à la direction pour les Jeux Olympiques, mais toujours pas pour embaucher, ni augmenter les salaires. Et tant pis pour les conditions de transports et nos conditions de travail qui vont continuer à se dégrader.

La « start-up nation » contre les réseaux

Samedi dernier le préfet de police, sur ordres du gouvernement, a interdit la marche pour Adama Traoré, victime des gendarmes il y a 6 ans à Persan-Beaumont. 6 gares de la zone ont été fermées toute la journée pour empêcher de fait tout rassemblement.

Le même jour, Darmanin annonçait sa volonté de couper les réseaux sociaux en cas de troubles à l'ordre public. Le commissaire européen Thierry Breton, ancien PDG de France Telecom-Orange a confirmé que la mesure serait mise en place fin août.

Personne ne bouge, personne ne communique ! Vive la liberté dans l'État policier de Macron !

Faut-il censurer les réseaux sociaux quand Roussel et Macron parlent ?

Dans la foulée de Macron qui explique que les émeutes sont causées par l'abus de jeux vidéo, le chef du PCF, Fabien Roussel, a soutenu l'idée. Pour lui, « quand c'est chaud dans le pays », il faut un « état d'urgence sur les réseaux sociaux ». Donc, censurer internet pour éviter les révoltes... Ce proche de Darmanin veut-il lui piquer son poste ? En tout cas, ce n'est pas avec ce genre de pseudo-communiste qu'on renversera le capitalisme.



L'ONU dénonce (encore) la police française

Un communiqué paru vendredi dernier dénonce le racisme systémique de la police en France, ainsi que « l'usage excessif de la force » contre les minorités, notamment africaines et arabes.

Sont pointés du doigt « les contrôles d'identité excessifs », les « interpellations discriminatoires », « l'utilisation d'un langage raciste », ce « qui se traduit fréquemment par des meurtres récurrents, de façon disproportionnée, dans une quasi-impunité ».

Cela fait suite à d'autres communiqués parus en novembre 2022, ou bien pendant la mobilisation des gilets jaunes et les manifestations de 2019.

Roux de Bézieux enragé contre les pauvres

Interrogé sur les émeutes récentes, l'ex-patron du Medef « dérape » à la radio : « il y a une économie parallèle en banlieue, il faut dire ce qui est, le premier employeur de la Seine-Saint-Denis, c'est probablement le trafic de drogues. » Un discours méprisant pour rendre les pauvres responsables des bas salaires et du chômage, imposé par ses amis patrons. Rappelons que le premier employeur du 93 est public : l'aéroport de Roissy. Jusqu'en 2013, le premier employeur privé était l'usine PSA d'Aulnay, fermée pour enrichir les actionnaires du groupe... que soutient le Medef.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :